



Les experts discutent de la gouvernance foncière pour accroître l'investissement agricole

Kigali, 21 décembre (ECA)- La terre en Afrique est devenue l'atout le plus sûr pour ceux qui ont des fonds de réserve à investir. Avec sa population croissante, le Rwanda, comme beaucoup d'autres pays sur le continent, attire de plus en plus de promoteurs des biens immobiliers afin de construire des milliers de maisons et ainsi résoudre les problèmes de logement.

Dans le cadre du modèle de consolidation des terres, une politique mise en œuvre en 2008, le gouvernement Rwandais a également cherché à augmenter les terres agricoles et à intensifier sa production. Selon les statistiques gouvernementales, les terres agricoles sont passées de 28 016 Ha en 2008 à 502 916 Ha en 2011.

Des représentants des agriculteurs et des organisations de la société civile, des fournisseurs de petits crédits à faible taux d'intérêt et des représentants du gouvernement du Rwanda se sont réunis mardi à Kigali pour discuter de la manière d'intégrer la gouvernance foncière dans les stratégies et les plans agricoles.

La réunion a été organisée par l'Initiative de politique foncière (LPI)- initiative conjointe de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), La Commission de l'Union Africaine (CUA) et de la Banque africaine de développement (BAD) - en partenariat avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) Et le Gouvernement rwandais.

Les participants ont discuté le projet de Programme Intégré pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (CAADP), un projet à l'échelle du continent visant à renforcer la collaboration inter-institutionnelle sur les programmes de réforme foncière, à garantir la sécurité et l'accès équitable à la terre ainsi que promouvoir des investissements pour la promotion de la transformation agricole et rurale.

Selon le LPI, le Rwanda a été choisi comme l'un des six pays pilotes à mettre en œuvre ce projet, car il constitue un excellent exemple de la manière dont les problèmes de gouvernance foncière peuvent être abordés. D'autres pays de l'initiative sont: la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, Madagascar, le Malawi et la Tanzanie.

«En conceptualisant un programme agricole qui garantit les droits fonciers et la consolidation de l'utilisation des terres, le Rwanda a non seulement amélioré la productivité agricole, mais aussi exploité les économies d'échelle et amélioré l'accès au marché et les revenus», a déclaré Andrew Mold, Directeur par intérim de la CEA en Afrique de l'Est.

Le projet du CAADP va sensibiliser et renforcer les capacités des pays africains à mieux

répondre aux problèmes liées à la gouvernance des terres et à soutenir les plans d'investissement agricole.

Publié par:

Le Bureau de l'Afrique de l'Est

Commission économique pour l'Afrique

Source URL: <http://www.uneca.org/fr/stories/les-experts-discutent-de-la-gouvernance-fonci%C3%A8re-pour-accro%C3%AEtre-linvestissement-agricole>